UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Grève ouverte au département de français

Vingt salles pour 1 800 étudiants, 700 de 1^{re} année, répartis en 40 groupes, une bibliothèque qui fonctionne 4 heures par jour avec un seul bibliothécaire et, de temps à autre, un vacataire, un chef de département rétif à toute revendication ou proposition du comité autonome, un conseil pédagogique qui ne se réunit qu'à la veille des examens, suprématie de l'administration sur le conseil scientifique, blocage de l'école doctorale depuis 2003, refus de prise en charge des activités culturelles et scientifiques des étudiants...

La listes des récriminations du comité autonome des étudiants du département de français vis-à-vis de l'administration, à l'origine du mouvement de grève déclenché depuis le 4 novembre, pourrait s'allonger pour illustrer la mélasse au sein de ce département.

Il faut croire que le courant ne passe plus entre les représentants des étudiants et l'administration de ce département.

La situation est préoccupante au niveau pédagogique. Une raison suffisante pour que le comité autonome, membre de la coordination locale, ait eu recours à une grève ouverte et à un point de presse sur la situa-

tion qui prévaut au sein dudit département. Au premier coup d'œil sur la plate-forme de revendications comprenant 17 doléances, 9 pédagogiques et 8 d'équipements, le caractère réaliste des demandes saute aux yeux, leur satisfaction paraît tout à fait possible et à la portée de l'administration.

La réactivation de l'école doctorale devant permettre aux étudiants d'accéder à la post-graduation devrait s'inscrire parmi les objectifs valorisants de la gestion du département et de l'université dans son ensemble.

Celle-ci devait s'ouvrir en partenariat avec les universités françaises à l'instar de Béjaïa et

Alger qui ont donné suite au séminaire qui s'est tenu en 2003 à Béjaïa, affirme le conférencier regrettant le blocage au niveau de Tizi-Ouzou. L'application des textes régissant le CS et le CP telle que formulée dans la plate-forme des revendications n'est pas un acte d'hostilité du comité autonome vis-à-vis de l'administration sachant que celle-ci devrait être soucieuse du bon fonctionnement de son établissement et de la bonne entente entre elle-même et les étudiants.

Les étudiants se plaignent du refus de prise en charge des activités culturelles et scientifiques initiées par leur structure déplorant le traitement réservé à leurs invités et même le refus de transporter les étudiants désirant se rendre à la Foire internationale du livre.

L'encadrement des étudiants en fin de cycle se fait encore, selon le porte-parole du comité, par des titulaires de magistère au moment où l'on note le refus de reconnaître des titres de doctorat acquis à l'étranger. En explicitant les points essentiels

de la plate-forme des revendications, le porte-parole du comité autonome, entouré par une quinzaine de ses collègues, souligne que la grève ouverte, terme préféré au vocable illimité, se poursuivra jusqu'à la satisfaction des 4 points incontournables, comme le réaménagement de la bibliothèque sur tous les plans, l'ouverture de l'école doctorale, la réhabilitation des CS et CP dans leurs missions réglementaires respectives et l'inscription à l'année universitaire 2008/2009 de Youcef Rekaï, représentant des étudiants, arbitrairement bloqué par le chef de département en dépit du témoignage motivé, notamment du vice-recteur chargé de la formation graduée. Ce blocage constitue, aux yeux des étudiants, une preuve flagrante de l'hostilité du directeur du département vis-à-vis des activités syndicales assumées par l'étudiant en question dans le cadre du comité autonome, partie intégrante de la coordination locale des étudiants, a-t-on souligné.

B. T.

ÉDUCATION

Après les syndicats autonomes, l'UGTA menace de recourir à la grève

Au moment même où, entre autres secteurs d'activité touchés par l'appel à la grève générale lancé par la Coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique, une bonne partie des établissements scolaires de Tizi-Ouzou étaient paralysés, le Syndicat d'entreprise de l'éducation (Sete-UGTA) rendait publique une déclaration assortie d'un... préavis de grève. Simple coïncidence ou tentative de diversion ?

Quoi qu'il en soit, dans son compte rendu de la session tenue le 5 novembre, mais qui n'a été diffusé qu'hier, le secrétaire général du Sete a été tout ce qu'il y a de prolix en interpellations. D'abord à l'endroit du directeur de l'éducation qu'il exhorte à «ne ménager aucun effort» pour trouver une solution à la sempiternelle question du règlement des situations financières des travailleurs de l'éducation, entre arriérés de salaires, primes et rappels. Une récurrente

revendication qui a valu les pires problèmes à tous les responsables du secteur de l'éducation qui se sont succédé depuis plusieurs années à Tizi-Ouzou. Puis, pour mettre fin à ces affres que connaissent les personnels de l'enseignement lorsqu'arrive le moment de perception des salaires.

Le Sete préconise que les pouvoirs publics, le wali en tête, mettent en place une agence comptable au niveau du siège de la direction de l'éducation. Une revendication vieille de quelques années déjà, mais toujours considérée comme l'unique moyen, si l'on se fie à l'argumentaire de l'UGTA, qui permettra de mettre un terme aux retards et omissions quand arrive le moment du versement des salaires des fonctionnaires de l'éducation.

Le Sete, par l'entremise de son secrétaire général, n'a pas manqué également de s'immiscer dans le volet pédagogique en interpellant le ministre pour reconsidérer sa politique, conseillant l'allègement des programmes et du volume horaire, pour une prise en charge réelle et efficiente des matières enseignées. La lecture du nouveau statut particulier, sur lequel les

travailleurs avaient fondé beaucoup d'espoir, n'inspire pas l'allégresse chez les syndicalistes de l'UGTA. Au contraire, ils considèrent le fameux statut tout simplement pénalisant, voire «dégradant et discriminatoire» pour certaines catégories de travailleurs de l'éducation qui, de l'avis du Sete-UGTA de Tizi-Ouzou, ne sont pas convenablement défendus par l'organe supérieur : la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), accusée de se complaire dans son fauteuil au lieu d'investir le champ de la revendication tel que l'exigent les adhérents de l'UGTA, affirme le secrétaire général du Sete-UGTA de Tizi-Ouzou.

Visiblement très remontés, et pour conclure leur sortie de manière tonitruante, les syndicalistes UGTA du secteur de l'éducation ont décidé de lancer un préavis de grève «ouvert chaque 15 du mois ; au-delà de cette date, les travailleurs de l'éducation entreront en grève illimitée jusqu'au versement de la paie». A sa manière donc, le Sete-UGTA entend s'impliquer dans le mouvement de revendication qui secoue la Fonction publique.

Azidine Maktour

SIDI-BEL-ABBÈS

Les élus de l'APC de Sidi-Lahcen chargent leur président

Lors d'un point de presse suivi d'une pétition, dont une copie a été adressée au wali de Sidi Bel-Abbès, six élus sur les neuf que comprend l'Assemblée chargent leur président.

Ils lui reprochent sa passivité, ses décisions unilatérales, sa mauvaise gestion, le laisser-aller, l'anarchie qui règne au sein de l'assemblée et par là même exigent l'envoi d'une commission d'enquête au sujet de la gestion de ladite assemblée. «Nous avons perdu nos aptitudes d'élus sauf pour approuver et signer les délibérations», précisent-ils. Les pétitionnaires reprochent à leur président de ne pas les impliquer et de les écarter dans les décisions relatives aux affaires de leur commune, soulignant qu'ils ont toujours essayé un changement en vain. Parmi les problèmes soulevés par les signataires de la pétition, l'on notera celui du foncier urbain et agricole délaissé alors que l'implantation des constructions illicites dans le chef-lieu Sidi-

Lahcen et Djouaher gagne du terrain et les dossiers des 51 lots de terrain en instance vu qu'aucune initiative n'a été prise. Les élus évoquent également l'aide de la CNL pour les postulants au logement qui attendent, depuis 1998, les parcelles de terre agricole qui auraient été, d'après eux, attribués à des étrangers à la ville.

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, ils lui reprochent une mauvaise gestion comme le fait que des agents de nettoyage occuperaient, selon eux, des postes d'agents de bureau, de même que des jeunes recrutés depuis une dizaine d'années dans le cadre de l'emploi de jeunes, et qui devaient en réalité être permanisés, continuent à encaisser le mêmes salaire.

Les terrains des locaux réalisés dans le cadre du programme «100 locaux par commune» sont à l'abandon. Les pétitionnaires soulèvent aussi le problème de l'eau gaspillée en permanence à cause du réseau d'assainissement de Djouaher sans exutoire, «puisque aucune

étude n'a été faite malgré notre insistance» soulignent-ils. L'APC, disent-ils, payent 100 millions de centimes annuellement de factures d'eau à cause des branchements illicites qui fleurissent sur les conduites alors que le gaz naturel a été raccordé pour les uns et pas pour d'autres, et la prime de scolarité qui n'a pas échoué aux réels nécessiteux.

Nous avons tenté d'avoir la version du président fustigé. Contacté par téléphone, ce dernier nous a semblé surpris par cette contestation, vu qu'il ne l'a pas pressentie au sein de l'Assemblée. Et d'ajouter : «Je suis à mon troisième mandat de président de cette APC et mon rôle est d'être rassembleur ; ma mission est de réunir les membres de l'Assemblée en vue d'une seule et unique décision prise lors des concertations. Je suis là pour servir le peuple, le citoyen, et la commune, en général. Je suis ouvert à toutes les discussions bénéfiques pour la commune.»

A. M.

AFFAIRE DES ADJOINTS DE L'ÉDUCATION CONTRACTUELS D'EL-TARF
Le ministre dépêche une commission d'enquête

Le ministre de l'Éducation a dépêché dimanche une commission d'enquête à la direction de l'éducation de wilaya afin de faire la lumière sur l'affaire dite des adjoints de l'éducation contractuels qui continue de défrayer la chronique depuis dix jours. (Voir édition du *Soir d'Algérie* de lundi dernier).

Composée de hauts cadres du ministère, la commission a entamé son travail d'investigation par l'écoute de tous les concernés et les acteurs ayant un rapport direct avec cette affaire. Ainsi, selon des sources concordantes, «le directeur du secteur, le chef de service personnel, le chef du centre ayant abrité le concours des adjoints de l'éducation à Bouteldja et les 15 adjoints de l'éducation lésés ont été écoutés et interrogés par la commission sur des PV consignés». Dans le même sillage, «la venue de cette commission faisait suite à un rapport circonstancié, établi par le wali et remis à la tutelle», apprend-on. Nos sources ont affirmé que «c'est au ministre de l'Éducation que revient maintenant la décision et les poursuites qui en découlent».

Daoud Allam

DES EMPLOIS FICTIFS POUR LES PROCHES DE CERTAINS CADRES DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE BOUIRA
Le Cnapest réclame une enquête

Le Cnapest de Bouira vient de sortir de son escarcelle un autre scandale : celui des emplois fictifs dont bénéficient des proches de certains cadres de la DE.

D'après une lettre adressée par le Cnapest au wali et au président de l'APW, il est indiqué qu'après le scandale du baccalauréat, celui des œuvres sociales, dont les 18 membres sont toujours sous contrôle judiciaire en attendant leur jugement, et enfin, celui des déclarations d'un cadre de l'éducation qui avait révélé devant tout le monde l'existence de corruption, concussion et passe-droits au niveau de la DE, voilà qu'un autre scandale éclate au grand jour. Il s'agit des emplois fictifs dont auraient bénéficié des proches de certains cadres de la DE. Et pour étayer sa déclaration, le Cnapest a accompagné sa déclaration d'une fiche d'état des salaires des vacataires pour le mois d'avril 2008 où il mentionne deux noms de jeunes filles dont les parents sont des cadres de la DE de Bouira et qui sont payées comme femmes de ménage alors qu'elles n'ont jamais travaillé. D'après toujours les responsables du Cnapest de Bouira, cette liste n'est pas définitive puisque, selon eux, d'autres cadres de la DE ont inscrit leurs filles dans le dispositif de la lutte contre l'analphabétisme et celles-ci touchent des salaires alors qu'elles n'ont jamais assuré de cours. Aussi, après avoir énuméré ces scandales, le Cnapest demande au wali d'envoyer une commission pour une enquête approfondie sur le sujet.

Y. Y.

CONSTANTINE

Un employé des P et T victime d'un crime odieux

Un autre crime crapuleux vient d'ébranler la ville de Constantine. Cette fois-ci la victime n'est autre qu'un père de trois enfants, Hichem Abassi, 47 ans, un employé des P et T, lequel a été étranglé dans son domicile, au quartier Kaddour Boumeddous, non loin du centre-ville. C'était la fille aînée du défunt, une lycéenne, qui, au retour de l'école en compagnie de sa mère, avait découvert le corps de son père vers les coups de 15h30. D'après son frère Lamine, abordé devant la morgue, ces «meurtriers, qui lui ont volé une somme d'argent en plus d'une quantité d'or dont les bijoux de sa femme qui valent des dizaines de millions, l'avaient roulé dans un tapis avant de le larguer dans la chambre de sa fille». Et d'ajouter : «Sa bouche a été fermée par une bande de scotch et ses mains et ses pieds étaient ligotés et son corps était lacéré de deux coups de couteaux.» Néanmoins, aucune effraction n'a été constatée sur la porte de son appartement.

Selon les membres de sa famille, ce sont certainement des connaissances à lui. «Peut-être qu'il les a reçues pour parler affaires», avancera son frère Lamine puisque, selon ses dires, la victime travaillait dans le commerce, notamment de l'or. «Il collaborait avec une agence de voyages comme guide des pèlerins d'autant qu'il fructifiait ses déplacements aux terres saintes par le commerce», dira-t-il. «Il travaillait pour l'agence Madiha, domiciliée dans la wilaya de Mila», précisera le neveu de la victime.

La victime devait être inhumée hier au cimetière central après avoir subi une autopsie au service de médecine légale du Centre hospitalier universitaire de Constantine. Une enquête a été diligentée par la police pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

L. H.